

Les crédits

Lorsque les restrictions ont été annoncées, ce qui a surtout alarmé la population du Canada atlantique, c'est qu'il ne semblait pas y avoir de motifs valables pouvant expliquer les nombreuses coupes effectuées dans la région atlantique. Les cyniques ont pu croire qu'on voulait punir le Canada atlantique d'avoir élu plus de libéraux à la Chambre que de représentants du parti au pouvoir. Les Canadiens de l'Atlantique méritent sûrement plus que de belles promesses de la part du gouvernement.

Le gouvernement s'est essentiellement contenté de répéter aux habitants du Canada atlantique qu'ils devaient utiliser le service ferroviaire, sinon ils allaient le perdre. Les Canadiens de l'Atlantique ont eu recours à ce service. La plupart du temps, et j'espère que vous avez les statistiques à ce sujet, toutes les places dans le train assurant le service entre Truro et Halifax étaient réservées. Il y avait bien des personnes âgées, des étudiants et des particuliers qui prenaient le train de la région industrialisée du Cap-Breton jusqu'au nord-est de la Nouvelle-Écosse pour aller se faire soigner à Halifax. Un grand nombre d'entre eux était des personnes âgées, à revenu fixe. Ces personnes n'avaient pas les moyens de prendre l'avion, ou ne pouvaient pas prendre l'autocar parce qu'il était trop inconfortable ou incommode.

Ces personnes prenaient le train. Elles voyageaient dans de vieux wagons inconfortables. Souvent le voyage durait huit heures au lieu des quatre heures qu'il aurait fallu si elles s'étaient déplacées en voiture. À la même période, le gouvernement est intervenu, après leur avoir dit d'utiliser ce service ou bien de le perdre, et il a supprimé les lignes. J'aimerais en connaître les raisons.

• (1450)

Dans le Canada atlantique, nous avons eu le plus grand nombre de voyageurs dans notre pays. Les habitants de cette région utilisent le réseau ferroviaire. Il constitue une partie indispensable de notre infrastructure des transports dans cette région, dans un réseau de transport multimodal. C'est la première question.

L'autre question que je veux poser concerne particulièrement le centre d'entretien d'Halifax. Les fuites, réelles ou prétendues, et les rapports dans les médias avant l'annonce des réductions à cet endroit indiquaient que le centre d'entretien d'Halifax allait être supprimé à la suite des compressions. En effet, à la conférence de presse qui a eu lieu le jour où les réductions ont été annoncées, M.

Lawless a répondu à la première question que lui a posée un journaliste d'Halifax. C'était la première question qu'on lui posait, donc il n'avait pas encore à ce stade l'esprit embrouillé par d'autres questions et d'autres faits.

On a d'abord demandé quel était l'avenir du centre d'entretien de Halifax. M. Lawless a immédiatement fait savoir que ce centre serait superflu, qu'on le fermerait et qu'il n'y aurait plus de travail. Plus tard, le même jour, le ministre responsable et le premier ministre, je pense, ont déclaré à la Chambre que ce n'était pas le cas. Depuis, j'ai cherché sans succès à obtenir des assurances comme quoi le centre d'entretien de Halifax serait ouvert pendant la durée du plan d'entreprise, soit cinq ans, et qu'il n'y aurait pas de mises à pied importantes avant six, huit ou dix mois. Je crois que c'est ce qu'a déclaré un membre du personnel du ministre.

Je voudrais que le secrétaire parlementaire m'assure que le centre d'entretien de Halifax ne sera pas touché par les réductions chez VIA, qu'il restera ouvert, comme me l'a dit un membre du personnel du ministre, après la durée de ce plan quinquennal et que l'on ne nous fera pas mourir à petit feu dans ce secteur de l'industrie ferroviaire du Canada atlantique, à Halifax-Dartmouth. Nous ne voulons pas nous retrouver dans six ou huit mois avec 100 travailleurs au lieu de 130, puis dans six autres mois, avec 50 travailleurs pour finalement assister à la fermeture du centre. J'espère que le député peut me donner une réponse.

Le président suppléant (M. Paproski): J'espère aussi qu'il pourra le faire en très peu de temps.

M. Belsher: Monsieur le Président, je remercie mon honorable ami d'en face d'avoir posé ces questions. En ce qui concerne les services qu'il dit abandonnés, j'ai les chiffres en main. Je pense qu'ils ont coupé certaines des lignes dont il parle.

De Halifax à Sydney, il y avait un taux d'occupation de 37 p. 100, de Halifax à Yarmouth, ce taux était de 26 p. 100, et de Halifax à Moncton—Saint-Jean, il était de 31 p. 100. Il s'agit des taux d'occupation. Autrement dit, plus de la moitié des places étaient vides.

Il ne faut pas oublier que la société VIA Rail a été créée par un crédit de 1 \$ en 1977, si je me m'abuse. Elle ne s'est jamais vu confier un mandat législatif et elle se débat toujours dans cette situation. Nous n'avons pas corrigé cette lacune qui date de 1977, mais nous sommes